

Hawe Hamman Bouba  
Hassoumi Abdoulaye

## Changements législatifs

Il n'y a pas eu de changements législatifs majeurs au Cameroun en 2014, ni d'un point de vue général ni sur les questions relatives aux Peuples autochtones en particulier. Cependant, les discussions relatives à la réforme des codes fonciers (Loi 74-1 et 74-2 du 6 juillet 1974), en cours depuis 2012 au sein du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF), se sont intensifiées en 2014. La société civile, y compris les organisations des peuples autochtones, a formulé et soumis des recommandations au comité en charge du processus de révision. Cette action a conduit le MINDCAF à demander la réalisation d'une étude sur la gouvernance foncière au Cameroun, étude finalisée le 26 mai 2014. Cette étude n'a pas été publiée et reste largement méconnue. Notons que l'objectif de la réforme consiste à moderniser la gestion du foncier et du cadastre notamment afin de faciliter le développement de l'agrobusiness, des infrastructures et l'accès à la terre et aux biens immobiliers. Les peuples autochtones et la société civile camerounaise se sont mobilisés pour réaliser un important lobbying pour la prise en compte de leurs intérêts dans la réforme en cours. Ils n'ont cependant pas été officiellement invités à participer aux travaux d'amendement des documents produits dans le cadre de cette réforme.

Les organisations leader dans ce processus de lobbying sont MBOSCUDA, le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) et l'Initiative des Droits et Ressources (RRI).

La loi portant régime des forêts, de la faune et de la pêche (loi n°94/01 du 20 janvier 1994), dont les réformes ont été engagées depuis de nombreuses années, a enfin été finalisée et attend sa présentation par le Département des forêts devant le Parlement pour adoption. Cette revue, qui devait entre autre chose intégrer les intérêts des communautés locales et des peuples autochtones a été soutenue par le Réseau des Parlementaires pour la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale (REPAR).

Les peuples autochtones sont mentionnés dans la révision du projet de loi et ont été impliqués pour l'amendement et la validation de la version provisoire produite par le REPAR. Les droits coutumiers et traditionnels des peuples autochtones, comme la chasse, la collecte et la vente de produits forestiers non-ligneux sont, bien que de manière restreinte, reconnus dans le projet de loi.

Aucune avancée ni discussion n'a été menée en 2014 sur le Code pastoral qui attend depuis 2013 d'être adopté.

De manière récurrente, la conduite de ces réformes est caractérisée par un manque de coordination institutionnelle entre les différents départements concernés ce qui entraîne des difficultés à rendre effectif leur mise en œuvre.



## Politiques et programmes

Le Ministère des Affaires Sociales (MINAS), dans son programme budgétaire 2014 s'est engagé à mettre à jour, consolider et valider la politique nationale en faveur des groupes vulnérables incluant les peuples autochtones. Une étude de référence a été réalisée en 2008 par un consultant pour la production d'un document d'orientation. Ce document a été validé par le ministère lors d'un atelier qui s'est tenu les 15 et 16 décembre 2014. Une ébauche de projet de loi et d'un décret d'application relatif à la création, l'organisation et la mise en œuvre d'un Fond National de Solidarité a été développé et envoyé pour avis au premier ministre.

Ce document participe d'un cadre politique de mise en cohérence des politiques d'actions de solidarité et de réforme de la sécurité sociale en cours au Cameroun, dont l'objectif est de renforcer l'indépendance économique des groupes vulnérables et de lutter contre l'exclusion sociale.

Ce document stratégique est divisé en trois parties : la définition de la solidarité nationale, les champs d'actions et les priorités d'interventions et les mécanismes de gestion de la solidarité nationale. Les peuples autochtones sont mentionnés dans ce document comme étant des groupes vulnérables, au même titre que les aveugles, les handicapés physiques ou les personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Ils n'ont pas été intégrés au processus mais ont été invités à la cérémonie de validation.

## **Etude d'indentification des peuples autochtones du Cameroun**

La seconde phase de l'étude relative à l'identification des peuples autochtones du Cameroun a été réalisée par le Ministère des Relations Extérieures (MINREX) sans que les parties prenantes ne soient impliquées ni même informées. Cette procédure a été menée de façon opaque et souffre de nombreux défauts. Avant le début de cette seconde phase, des directives ont été données aux consultants et aux organisations travaillant avec les peuples autochtones pour que les Mbororo ne soient pas comptabilisés en tant que peuples autochtones. Cette situation est jugée extrêmement préoccupante par les Mbororo et leur association MBOSCUDA et souhaitent la dénoncer publiquement.

## **Célébration de la journée internationale des peuples autochtones**

La journée internationale des peuples autochtones a été célébrée le 9 août 2014 sous le patronage du département en charge de ces questions au sein du MINAS et en collaboration avec les autres partenaires du développement. Les pasteurs nomades Mbororo et les communautés Baka ont pris part aux célébrations. La journée a été ponctuée de danses, de discours, d'expositions d'objets, de nourriture et de pratiques de médecines traditionnelles. Des discours ont été prononcés par deux leaders des communautés autochtones qui ont critiqué et dénoncé le manque de programmes inclusifs du Ministère des Affaires Sociales (MINAS) au cours de ces dix dernières années ainsi que le manque de participation effective et efficace des peuples autochtones aux initiatives et programmes les concernant.

## **Changement climatique**

Au Cameroun, le processus REDD+ est dans sa phase de planification stratégique suite à l'adoption et la validation en 2012 par la Banque Mondiale de l'étape de préparation au REDD+. Le programme a été mis en œuvre via une cellule de coordination nationale placée sous la supervision du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED). Les peuples autochtones sont représentés et participent aux activités. Le processus REDD+ au Cameroun est participatif et transparent. Des fonds de la Banque Mondiale ont été disponibles dès le début du processus via un département responsable du renforcement des capacités des peuples autochtones afin qu'ils puissent participer de manière effective à l'ensemble du processus. Les fonds ont été gérés par une organisation autochtone, « the African Indigenous Women's Organization Central African Network (AIWO-CAN), en partenariat avec plusieurs autres organisations autochtones.

Les deux premiers ateliers de travail réalisés en novembre et décembre 2014 ont porté sur les mécanismes REDD+ et sur les directives relatives au Consentement, Libre, Préalable et Eclairé (CLPE) et se poursuivront en 2015 et en 2016. Les peuples autochtones ont largement participé à ces ateliers

## **Les accords de partenariat volontaire FLEGT<sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> FLEGT acronyme anglais dont la traduction française est Plan d'Action pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT))

Le Cameroun a signé en 2010 puis ratifié en 2013 un accord de partenariat volontaire pour la mise en œuvre du Plan d'action sur l'application des réglementations forestières, gouvernance et les échanges commerciaux (APV-FLEGT). Il est entré en vigueur en 2013. Par cet accord, le Cameroun doit améliorer sa gouvernance forestière et s'assurer que le bois exporté vers l'Union Européenne respecte toutes les exigences réglementaires. Le rôle des peuples autochtones et la nécessité d'une plus importante participation de ces populations à ce processus a été particulièrement mis en avant.

Les peuples autochtones ont également participé de manière effective au troisième forum de la gouvernance forestière qui s'est tenu à Yaoundé du 22 au 24 octobre 2014. Le forum a été organisé par l'ONG FODER (Forêt et Développement Rural) en partenariat avec l'Université de Wolverhampton, de l'IDL Group (International Development consultant Group), de l'Union Européenne et de la DFID (Department for International Development). L'objectif de ce forum était de faire un partage d'expérience et d'évaluer la mise en œuvre des accords de partenariat volontaire du programme FLEGT dans les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest. En d'autres termes, le forum s'est intéressé à la manière dont peut être assuré la légalité et la traçabilité du bois issu de ces pays. Les principales conclusions de ce forum sont : le besoin d'une meilleure implication des peuples autochtones par la mise en œuvre de sessions de renforcement des capacités ; le besoin de développer un système informatique approprié pour le suivi et la traçabilité des grumes, des sites d'extraction jusqu'aux lieux de vente sur le marché européen et la possibilité d'utilisation dans les projets de développement des grumes saisies.

### **Mobilisation des peuples autochtones**

Les pasteurs nomades Mbororo se sont massivement réunis au siège social de l'organisation MBOSCUDA, à Mandjou dans la périphérie de Bertoua, (région de l'Est-cameroun) afin de commémorer la quatrième assemblée générale de leur principale organisation. Prêt de 5.000 personnes se sont réunies pour célébrer, faire le point et définir la stratégie à mettre en œuvre pour les trois prochaines années. Les femmes et les jeunes ont été représentés dans le nouveau Bureau exécutif national. Sous les auspices du RACOPY (le Réseau d'Action Concerté Pygmées), les peuples de la forêt (sic) se sont également réunis à Bertoua en 2014 pour faire le point sur leurs activités.

Des leaders autochtones de près de douze organisations de base se sont réunis à Yaoundé entre novembre et décembre 2014 pour mieux comprendre le processus REDD+, être plus à même de prendre part au processus et ainsi mieux bénéficier du partage des avantages le moment venu.

La société civile s'est également mobilisée dans la capitale du nord-ouest, Bamenda, afin de supporter la communauté Mbororo de Bandja (dans la périphérie de Bamenda) dont les maisons ont été détruites par la mission catholique. La forte mobilisation et son importante couverture médiatique a permis aux populations de revenir et de se réinstaller sur les lieux de leur éviction forcée.

---

## **Insécurité et montée du terrorisme au Cameroun**

L'escalade terroriste dans le nord du pays ainsi que le conflit armé qui sévit en République Centrafricaine a particulièrement affecté les communautés autochtones du Cameroun. Parmi les 200.000 réfugiés dans l'est du Cameroun, l'Adamawa et les régions du nord, approximativement 90% sont des Mbororo. Des propriétés et des familles entières ont été morcelées, éclatées par les affrontements entre les divers groupes rebelles armés impliqués dans les confits en Centrafrique. Les Mbororo ne sont pas seulement vulnérables parce qu'ils vivent avec leur bétail dans des zones reculées mais également, et surtout, parce qu'ils ont été associés aux rebelles Seleka, dont la prise de pouvoir politique a conduit au chaos.

La situation humanitaire désastreuse qui s'en est suivi est indescriptible.

Dans un communiqué de presse, l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés (UNHCR) a reconnu que la situation était hors de contrôle et a appelé la communauté internationale à amplifier ses efforts pour supporter les États affectés par la crise.

L'UNHCR a également condamné l'insécurité croissante le long de la frontière Cameroun-République Centrafricaine et de la frontière avec le Nigeria qui a conduit à un afflux massif de réfugiés dans le pays. Beaucoup de ces réfugiés sont maintenant en sécurité dans des camps dédiés. Les pasteurs nomades Mbororo sont également vulnérables car victimes du groupe terroriste Boko Haram qui sévit au Nigeria et fait des incursions régulières au nord-cameroun pour rechercher de la nourriture et enlève régulièrement des pasteurs nomades et leur bétail.

**Hawe Boub**a est vice présidente de MBOSCUDA (Mbororo Social and Cultural Association), membre de l'ACH-PR's WGIP et de la commission Nationale pour les Droits Humains et les Libertés du Cameroun.

Avec la contribution de **Hassoumi Abdoulaye**, Député et secrétaire général de MBOSCUDA

Source : IWGIA, The Indigenous worlds 2015  
Traduction de l'anglais par **Marine Robillard**  
membre du réseau des experts pour l'Afrique